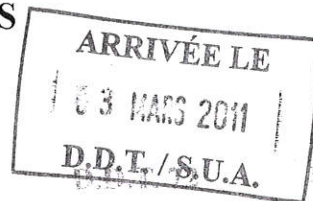


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du **10 NOVEMBRE 2010**



- 3 MARS 2011

ARRIVÉE LE

07 MARS 2011

Date de convocation et affichage : 5 novembre 2010

Nombre de conseillers en exercice 15  
présents 10  
votants 11 (1 procuration)

L'an deux mil dix

Le dix novembre à 20 heures 30

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur FOLIE Patrick, Maire

Etaient présents: Mmes GOUTARD, PALIE, PIEL, ZALKIND et Mrs BELLUAU, BURÇON, COIFFE FOLIE, GOURDEL, JUIN

Absent(s) Excusé(s) : Mme DESJOUIS, M. COTTINEAU, MARUITTE, PARTIER (donne procuration à M. Folie), PORTE

Secrétaire : M. Juin

**Objet : INSTITUTION D'UN DROIT DE PREEMPTION CARTE COMMUNALE**

**(annule et remplace la délibération n°2008-78 du 2 octobre 2008)**

Vu le Code de l'urbanisme,

Monsieur le Maire expose au conseil municipal :

En application du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article L 211-1 du Code de l'urbanisme, les communes dotées d'une carte communale approuvée, peuvent, en vue la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement, instituer un droit de préemption dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte.

Il apparaît utile d'instituer un périmètre de droit de préemption pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal :

- décide d'instituer un périmètre de droit de préemption en vue de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement dans le secteur indiqué sur la carte jointe.
- donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que besoin, le droit de préemption conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et précise que les articles L 2122-17 et L 2122-19 sont applicables en la matière.
- précise que le Droit de Préemption entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une insertion dans deux journaux.

Une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :

- à M. le Préfet,
- à Monsieur le Directeur Départemental des services fiscaux,
- à Messieurs les notaires limitrophes
- à la Chambre constituée près du Tribunal de Grande Instance,
- aux greffes du même Tribunal.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du Code de l'urbanisme.

Fait et délibéré à Neufchâtel en Saosnois

Les jour, mois et an susdits

SOUS-PRÉFECTURE

13. DEC. 2010

DE MAMERS

Pour extrait certifié conforme

Le Maire

Patrick FOLIE



Adressé à la

Sous-préfecture le .....

Rendu exécutoire le .....



